

Extrait du registre des décisions de la Présidente

Décision n°2023-17

Objet : Demande de subvention auprès de la Région Sud dans le cadre de l'AMI Friches par la CoVe sur le site en friche des anciennes Papèteries (partie haute) à Malaucène

La présidente de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du conseil communautaire n°69-22 en date du 4 avril 2022 portant délégation d'attributions à la Présidente, notamment en matière de demande de subvention auprès des organismes extérieurs pour le financement des actions et des projets de la CoVe ;

Vu l'arrêté n° 2020-1308 du 15 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant les compétences de la CoVe en matière d'aménagement du territoire et de développement économique ;

Considérant que la commune de Malaucène est co-lauréate avec la Cove et les communes de Mazan et Aubignan du dispositif national de Petites Villes de Demain ;

Considérant le projet à engager par la CoVe sur la partie haute du site en friche des anciennes Papèteries, situé sur la commune de Malaucène, dont l'objectif est :

- de reconverter le site autour d'une programmation dédiée au développement économique et en particulier artisanal au travers d'une réhabilitation complète des hangars jumeaux et du bâtiment d'habitation existant,
- de viser un aménagement durable du site en ne générant pas d'artificialisation supplémentaire et laissant place à un scénario de projet paysager, d'engagement environnemental et de transition énergétique ambitieux,
- de viser un renouvellement urbain, un développement économique équilibré et une préservation des équilibres naturels et du cadre de vie,

Considérant que l'AMI « Identification et reconversion des friches » de la Région Sud soutient l'émergence de projets qui répondent à un objectif de sobriété foncière en proposant un soutien à l'ingénierie sur les études pré-opérationnelles au projet à hauteur de 40% et une aide à l'acquisition foncière à hauteur de 20% du montant subventionnable,

Considérant que pour l'aider à l'émergence d'un projet de reconversion le plus adapté et construire une feuille de route lui permettant de lancer la phase opérationnelle du projet, la CoVe entend demander des subventions selon le plan de financement prévisionnel suivant :

	Coût HT (en euros)	Financement HT (en euros)		Taux
Etudes pré-opérationnelles	66 000	Région Sud	26 400	40%
		CoVe-autofinancement	39 600	60%
Acquisition foncière	105 525	Région Sud	21 105	20%
		CoVe-autofinancement	84 420	80%
TOTAL	171 525	TOTAL	171 525	

Décide

Envoyé en préfecture le 30/03/2023

Reçu en préfecture le 30/03/2023

Publié le

S²LO

ID : 084-248400053-20230328-D2023_17-AU

Article 1 : De solliciter la Région Sud dans le cadre de l'AMI « Ide des friches », notamment pour le soutien à l'ingénierie sur le volet des études pré-opérationnelles à hauteur de 26 400€ et une aide à l'acquisition foncière à hauteur de 21 105€ pour l'émergence d'un projet de reconversion par la CoVe sur le partie haute du site en friche des anciennes Papèteries sur la commune de Malaucène.

Article 2 : De signer tout actes aux effets ci-dessus.

Article 3 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le : 30 MARS 2023

Publication par affichage le : 30 MARS 2023

Fait à Carpentras, le 28 mars 2023
Pour la Présidente et par délégation,
Le directeur général des services,

Exécutoire le : 30 MARS 2023

Laurent Marteau



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr